

ETUDIANTS FREE MOVERS: VOIR LE MONDE... ET REVENIR !

LE 25 NOVEMBRE 2010 DENIS COLOMBI (UNE HEURE DE PEINE)

Derrière la figure glorifiée par les recruteurs des « free movers », étudiants au cursus étranger non Erasmus, Denis Colombi décrypte une mondialisation où l'expatriation se réduit au tourisme universitaire.

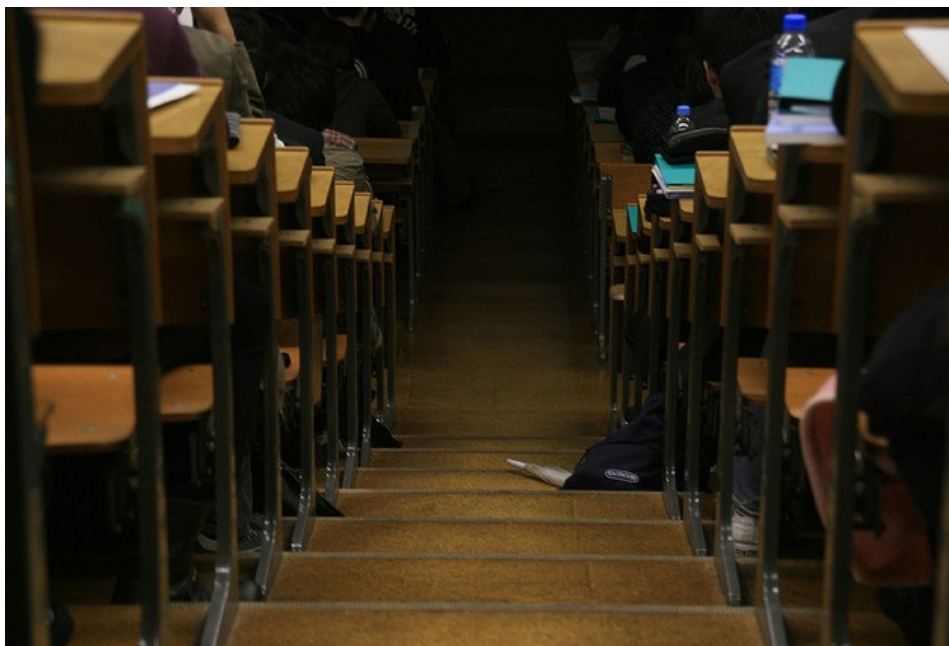
Il y a quelques temps, *Envoyé Spécial* diffusait un reportage consacré aux « free movers » (**on peut encore le voir ici**). Kezako ? J'avoue l'avoir appris moi-même en regardant la chose. Les free movers, ce sont des étudiants qui iraient faire leurs études à l'étranger, en dehors du cadre de l'échange universitaire type « Erasmus ». Penchons-nous sur ces parcours pour voir ce qu'ils nous disent de la mondialisation.

Dans « free movers », il y a free. Outre que ce soit là le nom d'une compagnie bien connue pour ses délais approximatifs et ses publicités qui ne le sont pas moins, ce terme veut dire, je ne l'apprendrais pas à mes lecteurs, « libre ». Nos étudiants seraient donc libres de leurs mouvements puisqu'ils se placent à l'extérieur de la contrainte de l'échange universitaire. L'expression concentre à elle seule une bonne partie de la présentation classique des mobilités internationales : partir à l'étranger, ce serait faire preuve de liberté, ce serait saisir courageusement une opportunité bien meilleure qui se présenterait par delà les frontières, ce serait accomplir, en un mot, sa liberté.

Enfin, si vous êtes occidental, riche et, dans la mesure du possible, blanc. Si vous êtes africain ou latino ou chinois ou autre, partir à l'étranger, ce n'est plus du tout cela, c'est soit le résultat d'un poids incommensurable des contraintes sur vos frêles épaules – le poids de la pauvreté ou celui de l'Etat totalitaire – soit une tentative plus ou moins larvée d'envahissement.

L'expatriation comme motif de critique de la France

Le reportage de *Envoyé spécial* empruntait, comme on pouvait s'y attendre, beaucoup à la première présentation, plutôt héroïsée, des mobilités internationales. Même s'ils faisaient face à des « blocages » de la société française, que ce soit l'obligation de passer par la difficile épreuve de la classe préparatoire pour accéder à une école de commerce ou un *numerus clausus* beaucoup trop bas pour les professions médicales, les étudiants suivis par les journalistes étaient présentés comme des innovateurs ayant habilement trouvé une nouvelle solution. L'idée d'une grande liberté de mouvement est omniprésente : le monde s'ouvre à vous, aux audacieux d'en profiter.



Ce point est particulièrement visible dans le début du reportage où l'on suit les pas d'une jeune bachelière tout heureuse d'intégrer HEC Montréal. Les journalistes filment et reprennent à leur compte, et à celui de leurs spectateurs, ses différents émois : « *oh la la : nous avons des ordinateurs, on aurait pas ça en France* », « *oh la la : on a des cours où l'on est pas 500 dans l'amphi, c'est impossible en France* », « *oh mon dieu, on peut participer à des associations dans l'école et c'est valorisé par les employeurs, vous imaginez ça en France* », bien sûr que non, les Français, ah ah ah... Parfois, je l'avoue, j'aimerais que certains journalistes fassent le boulot pour lequel ils sont payés. Parce que les écoles de commerce française (fort chères au demeurant) proposent des équipements informatiques à leurs étudiants et reçoivent des financements de la part d'entreprises, organisent des cours en petits groupes et encouragent plus que vivement leurs étudiants à participer à des associations et à tout le bazar. Ce dernier point est même au coeur de la stratégie pédagogique de HEC Paris (**voir cet excellent article de quelqu'un qui a pris la peine d'y mettre les pieds**).

Il est presque fatal, depuis que The Guardian a lancé la mode **avec un article sur les Français débarquant en masse au Royaume-Uni**, que toute la question des expatriés deviennent, d'une façon ou d'une autre, une comparaison cinglante entre la France et les pays anglo-saxons. Cela témoigne au moins d'un point important : nous accordons aujourd'hui, en France, une grande légitimité à ce qui vient de l'étranger, suivant le principe que l'herbe y est forcément plus verte. En soi, rien de nouveau sous le soleil : il fut un tant où les enfants de l'aristocratie partaient faire de grands voyages dans toute l'Europe, et spécialement en Italie, pour parfaire leur formation de gentilhomme. Pratique toujours courante si l'on en croit **Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot** ou **Anne-Catherine Wagner**. Ce point suggère une question à approfondir : on sait que le mouvement de mondialisation en lui-même est ancien (on peut le faire remonter au XIXe siècle au minimum, certains auteurs allant même plus loin dans le passé), qu'en est-il des pratiques que nous voyons aujourd'hui comme des nouveautés ? J'en parlerais sans doute une fois prochaine.

S'ouvrir au monde... entre Français !

Ce premier départ décrit par le reportage prend sa logique dans la valeur prêtée à l'expérience à l'étranger. Même si, comme le souligne justement le reportage, il peut y avoir quelques difficultés au retour, les anciens élèves d'HEC Montréal n'ayant peut être pas les mêmes possibilités que ceux d'HEC Paris (il aurait cependant été bon de comparer aussi avec des écoles de commerce plus modestes), ils disposent d'un point d'appui pour transformer leur parcours en « success story ». Face à un employeur, plutôt que d'expliquer qu'ils ont fuit les deux années de classe préparatoire, ils pourront essayer de mettre en avant leur connaissance de l'étranger, leurs capacités d'adaptation, etc. déjà valorisées par leur interlocuteur.

Reste les deux autres parcours suivis : celui d'un étudiant vétérinaire et celui d'une étudiante en médecine (et de quelques autres de ses compères), le premier en Belgique, la seconde en Roumanie. Les deux sont partis pour contourner le numerus clausus, cette limitation du nombre d'inscrits dans leur discipline respective, en capitalisant sur l'équivalence des diplômes en Europe. Il est étonnant de voir combien ces « *free movers* » ont peu de liberté. Car pour l'un comme pour l'autre se pose ce même problème : celui du retour en France. Il en va de même d'ailleurs pour la jeune fille inscrite à HEC Montreal pour qui la question du retour se pose déjà alors qu'elle commence à peine ses études.



Il faut se poser cette question : dans quoi sont engagés ces « *free movers* » ? Dans quel type de carrière ? Si on considère le vétérinaire ou le médecin, la réponse est relativement simple : l'un comme l'autre sont engagés dans des carrières françaises. Bien que faisant une partie de leurs études à l'étranger, leur progression est guidé par un horizon français. Rester en Roumanie ?

C'est difficilement envisageable. Il faudrait accepter d'être éloigné de sa famille et de ses proches. Il faudrait également accepter les conditions de vie et de rémunération roumaine. Il faudrait enfin s'acculturer relativement aux façons de faire roumaines. Rien de tout cela n'est impossible, mais voilà autant d'obstacles à la pleine liberté de nos « *free movers* ». Il est notable que, dans le reportage, on voit des Français qui, en Roumanie, se fréquentent surtout entre eux. Comme ils envisagent de repartir à assez court terme, ils n'ont pas à chercher à tisser quelques liens avec des Roumains, ils n'ont pas à chercher à s'intégrer à ce pays.

Ils restent donc libres de repartir, mais uniquement vers la France. Cela parce qu'ils n'ont jamais véritablement quitté ce pays. Et ce d'autant plus que le grand nombre d'étudiants français adoptant une telle stratégie leur permet de se mouvoir dans une « *communauté française* » relativement homogène.

L'étudiant « *free mover* », un touriste comme un autre

Que décrivent alors ces parcours de « *free movers* » ? Certainement pas un rétrécissement du monde où les individus seraient devenus plus libres de circuler comme le voudrait certaines présentations de la mondialisation. Encore moins la formidable saga de quelques aventuriers partis chercher fortune par delà les mers. Plus simplement, on peut y voir des utilisations bien circonstanciées et limitées du départ vers l'étranger. Et qui doivent se rapporter, chacune à sa façon, à ce qui se passe en France : que ce soit par la légitimité accordée au « global » et au « mondial » ou à l'institutionnalisation de certaines pratiques – laisser les médecins français aller se former en Roumanie n'est jamais qu'un moyen de privatiser en douce les études de médecine sans avoir à remettre en cause les institutions françaises.

Il y a donc une contradiction flagrante dans le terme choisis pour désigner ces étudiants. D'une part, leur mobilité n'est pas si grande que cela. D'autre part, si effectivement ils se placent hors de l'échange universitaire classique, leurs parcours peuvent bel et bien être guidés par des considérations et des institutions nationales : ils demeurent alors des « Français à l'étranger », sans intention particulière de s'installer définitivement. Sans doute sont-ils plus proche de la figure du touriste, qui vient aujourd'hui pour partir demain, que de celle de l'étranger, qui vient aujourd'hui et restera demain pour reprendre une formule de Simmel. Et si le touriste étaient la figure centrale de la mondialisation ?

Billet publié initialement sur le blog **Une heure de peine** sous le titre **Les Free movers sont-ils free (et ont-ils tout compris) ?**.

Photo FlickrR CC **skpy** ; **Shinya ICHINOHE** ; **James Diedrick**.

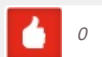
GEORGES DE LA JUNGLE

le 30 novembre 2010 - 10:28 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Yupi !

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE